

une tentative visant à modifier le rapport des forces au sein de la gauche au détriment du P.C.F. et en faveur d'une orientation réformiste. Le moyen proposé était l'insertion des syndicats dans la coalition et des centrales comme la C.F.T.C. et la F.E.N. devaient y constituer des forces vives autrement plus dynamiques que la S.F.I.O.

Face à cette proposition aucun courant de gauche ne se constitua. Pour les quelques militants formés par des courants révolutionnaires, le front socialiste apparaissait comme une modalité de réalisation du bloc ouvrier et paysan prôné en son temps par les marxistes révolutionnaires. Ainsi déjà, les militants de gauche du P.S.U. croyaient en l'évolution vers la gauche d'un parti qu'ils influenceraient. En fait, ils ont facilité la formation de militants qui ont transité par le P.S.U., mais ils ont surtout contribué à habiller aux couleurs gauchisantes une orientation fondamentalement réformiste.

C'est pourquoi les différentes images que le P.S.U. se donnait de lui-même ne peuvent faire oublier quel était le camp dans lequel, de façon dominante, le P.S.U. se situait : c'était celui du réformisme et de la gauche non communiste.

## 2. De 1962 à 1968

Il est traditionnel de considérer la fin de la guerre d'Algérie comme la cause de la crise qui allait embraser le P.S.U. Tant que se prolongeait la guerre, il était aisé de mobiliser les militants et de faire du P.S.U. une organisation attrayante pour des milliers et des milliers de travailleurs. Cette affirmation masque d'autres phénomènes. A la fin de la guerre d'Algérie est associée la consolidation du régime gaulliste. Celui-ci dévoile alors l'ampleur de la mission que la bourgeoisie lui a confiée. En même temps, l'origine du régime fondé sur un coup d'Etat militaire s'estompe. Les législatives de 1962 et l'écrasement définitif du cartel des non confèrent au régime gaulliste une stabilité reconnue.

Avec l'ouverture de cette nouvelle période, la S.F.I.O. commence à relever la tête ne serait-ce qu'en faisant remarquer qu'elle existe encore. Après la rupture avec De Gaulle et l'échec de l'alliance avec Paul Reynaud et consorts, c'est à gauche que la S.F.I.O. quête sa survie.

Cette stabilité du régime gaulliste exigeait de la part du P.S.U. un effort d'élaboration autrement plus sérieux que la préparation de la riposte au prochain putsch. La place du P.S.U. devait s'en révéler plus clairement.

Ainsi le P.S.U. montrait comment il était soumis aux fluctuations de la social-démocratie : quand l'un est en ascension, c'est que l'autre est en crise et réciproquement.

Si l'on essaie de caractériser la place occupée par le P.S.U., il faut retenir que les sept tendances du congrès d'Alfortville cédèrent la place à un débat réel opposant ceux qui mettaient l'accent sur le modernisme et ceux qui insistaient sur l'union de la gauche S.F.I.O.-P.C. Mais cette bataille se situait dans un même champ politique, celui du réformisme.

Deux grands courants s'étaient en effet formés au sein du parti : l'un scellait *l'alliance de sa base chrétienne d'origine et de son recrutement technocratique*, sur la base d'une fascination commune pour la nouveauté. Conduite par un homme politique de grand talent, Gilles Martinet, elle se bâtit à la fois sur la préservation de l'autonomie du parti par rapport aux organisations traditionnelles et sur des thèmes modernistes authentiquement révisionnistes (des couches nouvelles à la « conquête » des centres de décision). L'autre courant défendra à la fois un minimum de principes marxistes et *l'unité à tout prix avec la S.F.I.O. et le P.C.F.* Il regroupait l'essentiel des cadres politiques de formation marxiste venus de l'U.G.S., une base très attachée à l'école laïque et aux souvenirs du Front populaire sous la direction d'un cadre politique, formé à l'école stalinienne, Jean Poperen.

Dans chacun des deux camps, les militants de gauche étaient en fait des otages de projets politiques visant à orienter l'ensemble du mouvement ouvrier autour d'objectifs réformistes et concernant principalement le secteur de la gauche non communiste.

L'itinéraire des principaux animateurs du courant unitaire vers le parti socialiste était d'ores et déjà tracé ; quant aux dirigeants du courant moderniste, ils commençaient eux aussi à participer au ravalement de la social-démocratie dans le cadre des colloques socialistes mis en œuvre par l'un des secrétaires adjoints de la S.F.I.O., Georges Brutelle.

Après une bataille homérique de plusieurs années, le courant moderniste finit pas l'emporter avec l'appui des éléments ménéstés. L'ensemble de ces débats avaient été en fait peu formateurs pour les militants, rien ne put faire que se rejoignent les militants attachés au marxisme et réticents à l'égard de l'Union de la Gauche.

La seule tentative en ce sens fut celle du petit *courant socialiste révolutionnaire*. Seulement ce courant abordait une série de problèmes (les conseils ouvriers, la grève générale, voire la dictature du prolétariat) qui, pour les militants P.S.U. de l'époque fanatiques de « concret », avaient un délicieux parfum « quarante-huitard ». La personnalité des dirigeants de ce courant renforçait elle-même cette impression : tous, de Bleibtreu à Pennetier, en passant par Lequenne, avaient rompu avec la Quatrième Internationale en gros à la même époque, mais chacun sur un point de désaccord spécifique. Pour le militant P.S.U. « moyen », ils incarnaient les vestiges d'un passé révolu : le courant socialiste-révolutionnaire ap-